



## LE CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Les incitations fiscales sont devenues l'un des instruments importants des politiques publiques d'innovation. De nombreux pays les ont adoptées, comme des instruments généraux, susceptibles d'améliorer l'environnement national pour les dépenses de R&D sans ciblage sectoriel ou technologique, contrairement aux subventions. A cette problématique classique d'incitation à la recherche pour renforcer la compétitivité des entreprises, s'ajoute désormais celle de l'attractivité du territoire nationale pour les activités de R&D. Une majorité de pays de l'Union (mais pas l'Allemagne) dispose d'un outil fiscal pour inciter les entreprises à accroître leurs dépenses de R&D. Différents pays extra-européens disposent également de dispositifs fiscaux en faveur de la R&D (Etats-Unis, Japon, Chine, Corée du Sud, Canada, Australie).

Selon les pays, les réductions ou les crédits d'impôt sont calculés soit sur une part en volume des dépenses de R&D, soit sur une part en accroissement, soit encore sur une combinaison des deux. La France a mis en place ce double dispositif – comme l'Australie, l'Autriche, l'Irlande, la Corée, le Portugal et l'Espagne.

### Evolution récente du crédit d'impôt recherche en France

Créé en 1983, le crédit d'impôt recherche (CIR) est une mesure d'allègement de l'impôt sur les sociétés basée sur les dépenses de R&D, sans restriction de secteur ou de taille d'entreprise. Cette aide publique permet de soutenir à la fois l'effort de R&D des entreprises et d'accroître la capacité d'innovation de l'économie française.

En 2004, devant la diminution du nombre de déclarants (*voir fiche n°1*) et sachant que les entreprises bénéficiaires du CIR ont une intensité technologique plus élevée que les non bénéficiaires, les pouvoirs publics ont décidé de modifier le dispositif en profondeur avec l'introduction d'une part en volume à 5%, la part en accroissement passant à 45% et le plafond à 8M€

Depuis 2007 (*déclaration 2006*), la part en volume des dépenses de R&D est de 10% et la part en accroissement de 40 %.

A compter de 2008 (*déclaration 2007*), le plafond passera à 16 M€

Afin d'inciter à l'embauche de personnel à haute valeur ajoutée, les dépenses relatives aux "jeunes docteurs" sont prises en compte pour le double de leur montant, la première année de leur recrutement et les frais de fonctionnement sont portés à 200%.

Pour renforcer le partenariat entre recherche publique et recherche privée, les travaux confiés aux organismes de recherche publics et aux universités sont pris en compte pour le double de leur montant dans l'assiette du crédit d'impôt recherche.

En 2005, 7400 entreprises ont déposé une déclaration de CIR, pour un montant de 981 M€ et des dépenses de recherche de 13,5 milliards € (*voir fiche n°2*)

### ***Assiette du CIR (fiche n°3)***

La ventilation des dépenses de R&D déclarées au CIR, par les entreprises, montre que les salaires des chercheurs et techniciens en représentent 46 % et près de 80 %, si on leur ajoute les « dépenses de fonctionnement » (taux forfaitaire de 75 % ou de 200% par rapport aux dépenses de personnel de recherche).

La recherche sous-traitée représente, elle, 10% des dépenses de R&D déclarées par les entreprises.

### ***Le CIR est particulièrement favorable aux PME (fiche n° 4)***

Le CIR est très favorable aux PME, contrairement aux subventions, qui privilégient les grandes entreprises. Il est particulièrement favorable aux petites et très petites entreprises innovantes. Les PME indépendantes au sens européen du terme (moins de 250 employés) reçoivent 36% du CIR alors qu'elles ne représentent que 14% des dépenses de R&D déclarées.

Par ailleurs, l'absence de sélectivité sectorielle du CIR lui permet de toucher des secteurs émergents et des secteurs qui ne sont pas particulièrement ciblés par les subventions à la R&D, comme la pharmacie ou l'automobile (*voir fiche n°5*) .

### ***La répartition géographique (fiche n°6)***

La répartition régionale fait apparaître une forte domination de la région Ile-de-France due à l'importance de sa recherche industrielle, mais aussi à la présence de nombreux sièges sociaux.

## **Evaluation de l'impact du crédit d'impôt recherche en France**

Diverses études menées sur les pays de l'OCDE indiquent que les dispositifs de crédit d'impôt incitent effectivement les entreprises à accroître leurs dépenses de R&D. Dans le cas de la France, le ministère chargé de la Recherche a pris l'initiative de mesurer la connaissance que les entreprises ont du dispositif et d'évaluer son impact sur leurs dépenses de R&D.

### ***Perception de l'impact du CIR***

Une enquête a été conduite en 2005 sur la perception du CIR auprès d'entreprises bénéficiaires et non bénéficiaires. Les entreprises effectuant déjà de la R&D sont celles sur lesquelles le CIR a l'impact le plus marqué. Les entreprises qui ne font pas ou très peu de R&D sont moins influencées par le CIR et ont une faible connaissance du dispositif. Dans le cas des petites ou très petites entreprises, l'objectif n'est d'ailleurs pas nécessairement de les conduire à avoir des activités de recherche en interne. Il peut être plus pertinent de les pousser à coopérer avec d'autres PME et/ou d'avoir des contacts avec des centres technologiques qui conduisent des travaux de recherche pour les entreprises. L'agrément accordé par le ministère de la Recherche pour des entreprises qui exécutent de la sous-traitance de recherche s'inscrit dans cette perspective. Le ministère de la recherche attribue un agrément, en moyenne annuelle, à 350 entreprises et 300 experts individuels.

Dans les grandes entreprises, le mode de décision concernant les budgets de R&D est variable, mais il semble que l'introduction de la part en volume va progressivement bien faire comprendre l'impact du CIR sur le coût des projets de R&D. En effet, les directeurs de recherche commencent à en tenir compte dans leurs négociations au sein des entreprises pour l'octroi des crédits. Cette évolution est précisément examinée dans le cadre de l'étude d'évaluation 2007 du Ministère, comme l'impact potentiel du CIR sur la localisation de la R&D en France par des entreprises étrangères (maintien de centres existants ou attraction de filiales étrangères).

Au total, l'enquête menée en 2005 suggère que la réforme de 2004 a stimulé l'effort de R&D des entreprises qui en ont bénéficié.

### ***Mesure de l'impact du CIR***

Le ministère de la Recherche a également engagé une étude économétrique à partir de données individuelles d'entreprises. La méthode consiste à comparer l'évolution des dépenses de R&D des entreprises bénéficiaires et non bénéficiaires. Pour ce faire, les deux types d'entreprises ont tout d'abord été précisément identifiés en exploitant les bases de données du CIR et de l'enquête R&D du Ministère.

Les bénéficiaires du CIR ont une intensité technologique (effectif de R&D/effectif total) significativement plus élevée que les non bénéficiaires. L'analyse des statistiques descriptives suggère par ailleurs que le CIR a un effet de levier sur les dépenses de R&D privées des entreprises (hors CIR et subventions). Sur la période 1993-2003, le taux de croissance annuel moyen des montants investis en R&D par une entreprise bénéficiant du CIR a été d'environ 7 %, alors qu'une entreprise réalisant de la R&D mais ne percevant pas le CIR a réduit le montant de ses dépenses privées de recherche de près de 10 %. Parmi les entreprises bénéficiant d'un soutien public à la R&D, celles qui ont perçu le CIR ont enregistré un taux de croissance annuel du financement privé plus important que celles qui ont reçu des subventions uniquement.

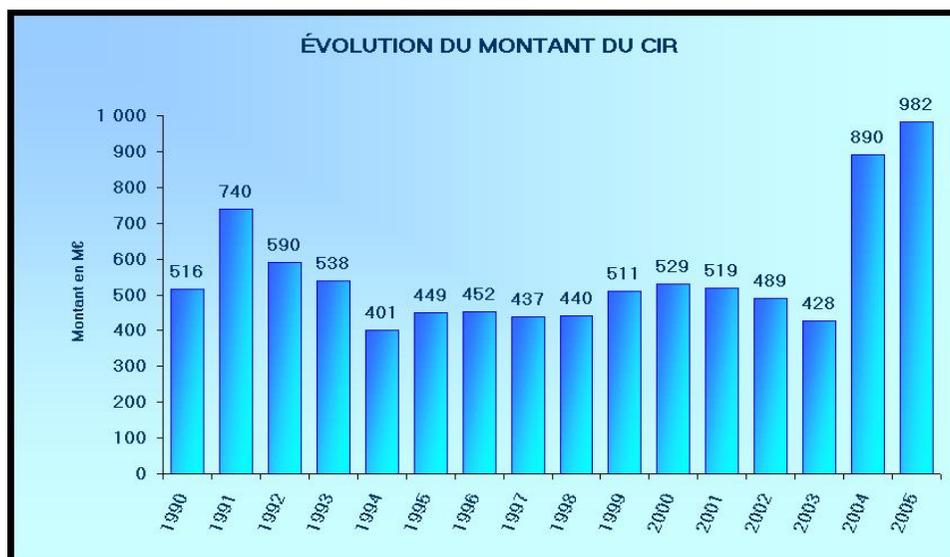
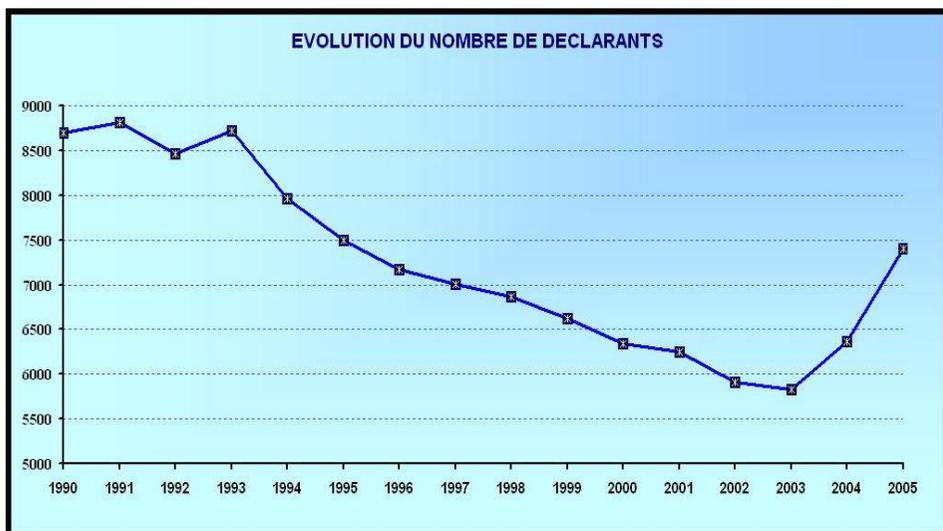
Les tests économétriques indiquent que 1 euro de CIR générerait entre 1 et 3 euros de dépenses de R&D privées supplémentaires. En 2007, la poursuite de l'étude vise d'une part à réduire cette fourchette d'estimation et d'autre part à évaluer les conséquences de l'introduction de la part en volume sur la R&D en 2004 et 2005.

Les résultats des deux études menées en 2006 ont contribué à la rédaction du rapport rendu au Parlement sur le CIR en décembre dernier et que l'on peut trouver sur le site du ministère de la recherche à l'adresse suivante :

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/technologie/mesur/cir/index.htm>

La poursuite de ces travaux doit contribuer à la réflexion sur le renforcement et l'amélioration du dispositif de crédit d'impôt recherche. Le Ministère entend par ailleurs accroître ses efforts d'information et d'explication du dispositif de façon à inciter un nombre encore plus grand de PME à entrer dans le dispositif.

## BILAN DU CIR AU TITRE DE L'ANNEE 2005





## **SYNTHESE DU CIR AU TITRE DE L'ANNEE 2005**

### **I - POPULATION DU CREDIT IMPOT RECHERCHE**

Nombre d'entreprises déclarantes	7 400
<i>dont entreprises indépendantes</i>	4 692
<i>dont fiscalement Intégrées</i>	2 708
Montant des dépenses de recherche déclarées (en Milliards d'€)	13,5
Montant du CIR (en Millions d'€)	982

### **I-1 ENTREPRISES NON FILIALES DE GROUPE**

Nombre d'entreprise bénéficiaires	4 435
Montant du CIR (en millions d'euros)	459
Montant RD (en milliards d'euros)	3,4
Crédit moyen par entreprise bénéficiaires (en milliers d'euros)	104
Nombre d'entreprises plafonnées à 8 meuros	3

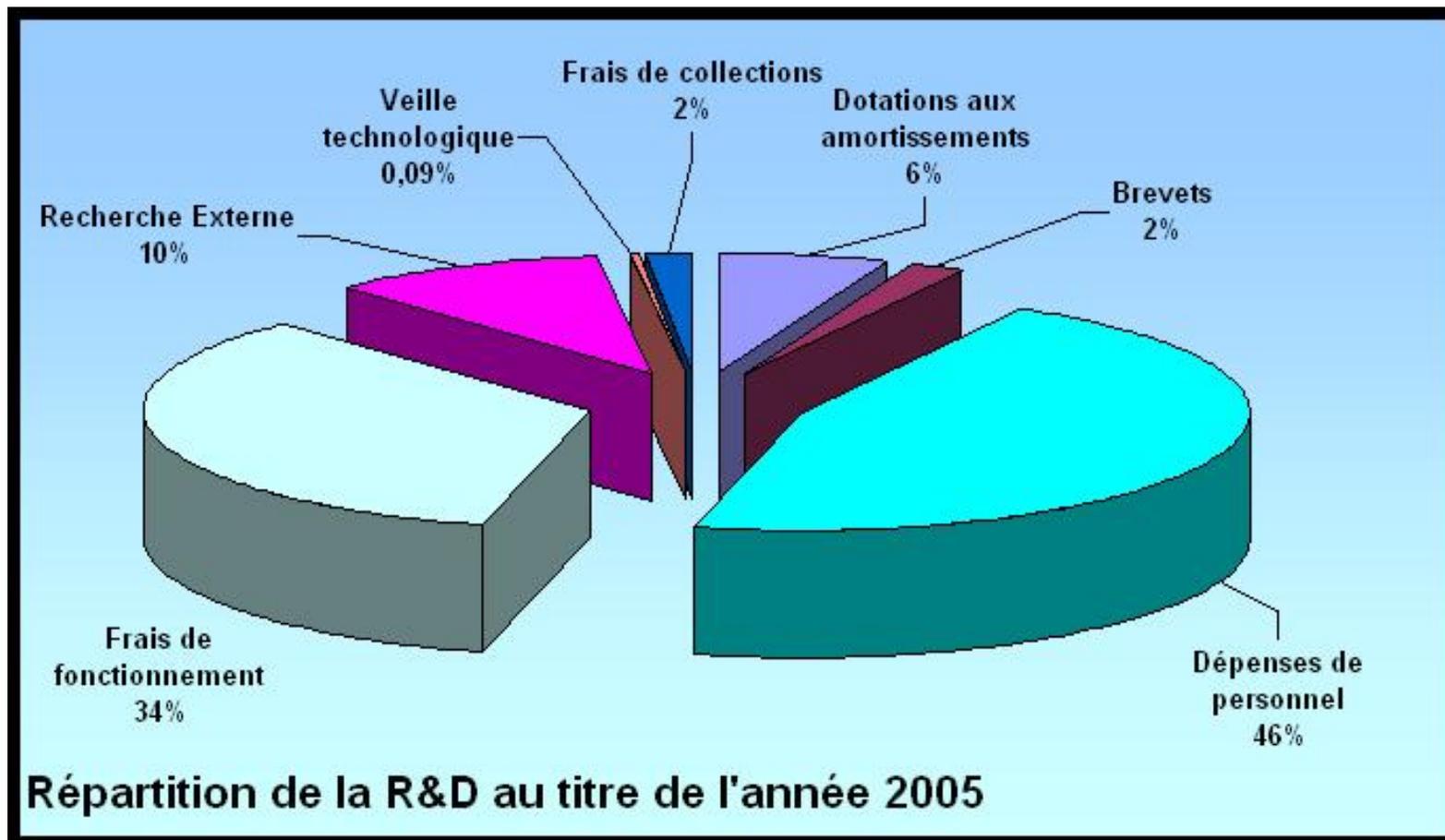
### **I-2 - GROUPE D'ENTREPRISE INTEGREES FISCALEMENT**

<u>Nombre de groupes</u>	1 018
Nombre de groupes bénéficiaires	993
Montant du CIR (en millions d'euros)	523
Montant RD (en milliards d'euros)	10,1
Nombre de sociétés mères dont le CIR est supérieur ou égal à 8 meuros	20

### **II - ENTREPRISES NOUVELLES**

Entreprise primo-déclarantes	537
Entreprise créées en 2005	111
Montant des dépenses de recherche effectuées par ces entreprises (en millions d'euros)	70

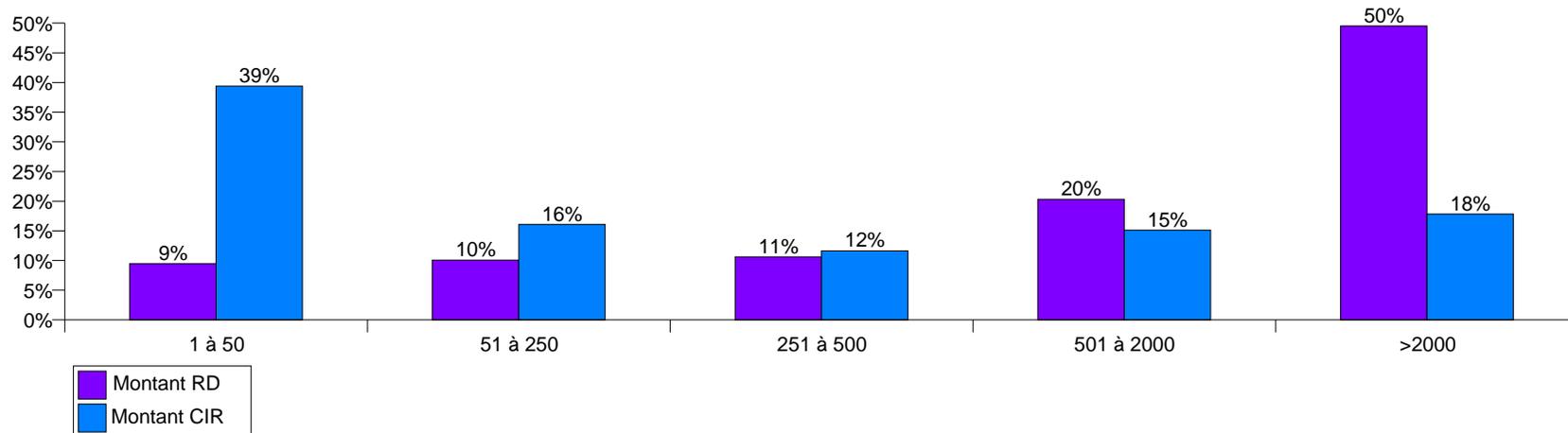
30/05/2007



**CIR 2005 : REPARTITION DES ENTREPRISES (indépendantes et filiales de groupes) PAR TRANCHES D'EFFECTIFS**

15/05/2007

tranche d'effectifs	%	Nombre d'entreprises	Dont filiales de groupes	Dépenses R&D (keuros)	Dont groupe	%	Bénéficiaires	Dont groupe	Montant CIR (keuros)	dont groupe	%	Taux de couverture CIR / R&D
1 à 50	64	4217	460	1 251 724	240 946	9	3592	449	316 398	120 353	39	30
51 à 250	22	1449	585	1 330 573	629 218	10	815	82	129 050	35 053	16	16
251 à 500	6	418	218	1 399 156	842 946	11	189	34	93 345	38 082	12	11
501 à 2000	6	404	222	2 683 201	2 061 109	20	179	59	121 347	51 605	15	12
>2000	2	139	82	6 535 616	6 152 624	50	56	28	143 132	117 128	18	6
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>6 627</b>	<b>1 567</b>	<b>13 200 270</b>	<b>9 926 843</b>	<b>100,00</b>	<b>4 831</b>	<b>652</b>	<b>803 272</b>	<b>362 221</b>		
Non renseigné		773	123	304 817	182 450		597	341	179 099	160 883		
<b>TOTAL</b>		<b>7 400</b>	<b>1 690</b>	<b>13 505 087</b>	<b>10 109 293</b>		<b>5428</b>	<b>993</b>	<b>982 371</b>	<b>523 105</b>		



## CIR 2005 : REPARTITION DES DEPENSES DE R&amp;D ET DU CIR PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Secteurs d'activités	Sociétés ayant déposées une déclaration 2069A			Bénéficiaires			Montant Cir			
	Nombre de déclarants	Dépense de R&D (keuros)	%	nombre	dont holding	dont indépendantes	Montant K€	%	dont holding	dont indépendantes
INDUSTRIE ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE	736	2 762 865	20,46	492	33	459	122 786	12,50	64 822	57 964
INDUSTRIE AUTOMOBILE	118	2 105 239	15,59	64	13	51	21 869	2,23	13 709	8 161
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	341	1 562 130	11,57	305	9	296	81 086	8,25	10 155	70 931
PHARMACIE, PARFUMERIE ET ENTRETIEN	253	960 626	7,11	158	24	134	52 815	5,38	39 130	13 685
CONSTRUCTION NAVALE, AERONAUTIQUE ET FERROVIAIRE	54	944 198	6,99	28	5	23	51 356	5,23	42 020	9 337
CHIMIE, CAOUTCHOUC, PLASTIQUES	455	742 666	5,50	262	25	237	41 418	4,22	18 870	22 548
COMMERCES	690	616 612	4,57	512	75	437	93 204	9,49	41 272	51 932
SERVICES D'ARCHITECTURE ET D'INGIENERIE	624	614 242	4,55	516	15	501	55 039	5,60	6 039	49 001
CONSEIL ET ASSISTANCE EN INFORMATIQUE	970	569 869	4,22	891	22	869	88 930	9,05	11 699	77 231
INDUSTRIE MECANIQUE	553	531 357	3,93	348	34	314	34 119	3,47	15 067	19 052
CONSEIL ET ASSISTANCE AUX ENTREPRISES	777	525 650	3,89	676	492	184	228 587	23,27	201 984	26 602
HYDROCARBURES, PRODUCTION D'ENERGIE	21	406 459	3,01	13	4	9	10 955	1,12	9 748	1 207
SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS	40	202 697	1,50	36	3	33	6 627	0,67	2 854	3 773
METALLURGIE ET TRANSFORMATION DES METAUX	315	181 095	1,34	174	18	156	9 653	0,98	3 415	6 239
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	252	133 685	0,99	133	15	118	7 482	0,76	2 193	5 289
INDUSTRIE DES EQUIPEMENTS DU FOYER	151	131 416	0,97	104	9	95	8 073	0,82	1 291	6 782
HABILLEMENT, CUIR	239	108 238	0,80	177	16	161	9 428	0,96	819	8 609
INDUSTRIE DES PRODUITS MINERAUX	97	91 138	0,67	54	9	45	4 271	0,43	1 083	3 188
INDUSTRIE TEXTILE	194	58 391	0,43	118	13	105	5 740	0,58	1 922	3 819
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	51	53 342	0,39	40	5	35	4 255	0,43	791	3 464
AUTRES SERVICES	74	48 412	0,36	60	12	48	3 592	0,37	590	3 002
SERVICES BANCAIRES ET ASSURANCES	165	40 574	0,30	138	118	20	28 380	2,89	25 918	2 462
BATIMENT, TRAVAUX PUBLICS	93	37 245	0,28	49	9	40	2 618	0,27	1 376	1 242
INDUSTRIES DU BOIS ET DU PAPIER	71	32 425	0,24	32	4	28	1 134	0,12	95	1 039
SERVICES DE TRANSPORT	12	29 634	0,22	6	4	2	5 196	0,53	5 183	14
SERVICES DE L'AUDIOVISUEL	29	9 907	0,07	22	3	19	2 304	0,23	202	2 102
EDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION	24	5 292	0,04	19	3	16	832	0,08	224	608
ACTIVITE NON INDIQUEE	3	206	0,00	3	1	2	739	0,08	636	103
<b>TOTAL</b>	<b>7402</b>	<b>13 505 609</b>	<b>100</b>	<b>5 430</b>	<b>993</b>	<b>4 437</b>	<b>982 489 628</b>	<b>100</b>	<b>523 104 586</b>	<b>459 385 042</b>

## CIR 2005 : REPARTITION PAR REGION

REGION	Déclarants	dont filiales	%	Dépense de R&D keuros	dont filiales	%	Bénéficiaires	dont groupes	%	Montant du CIR keuros	dont groupes	%
ALSACE	266	53	3,59	238 362	123 120	1,76	204	43	3,76	15 106	4 125	1,54
AQUITAINE	250	47	3,38	172 688	91 347	1,28	192	24	3,54	12 350	2 013	1,26
AUVERGNE	141	33	1,90	225 377	186 023	1,67	104	17	1,92	13 250	8 832	1,35
BASSE-NORMANDIE	105	24	1,42	30 260	7 412	0,22	76	10	1,40	4 606	506	0,47
BOURGOGNE	145	35	1,96	52 110	17 959	0,39	100	16	1,84	5 793	1 169	0,59
BRETAGNE	328	73	4,43	183 388	70 409	1,36	240	49	4,42	23 444	6 415	2,39
CENTRE	216	56	2,92	280 513	180 530	2,08	152	28	2,80	17 541	8 126	1,79
CHAMPAGNE-ARDENNE	110	34	1,49	53 297	41 243	0,39	70	18	1,29	4 764	2 765	0,48
FRANCHE-COMTE	123	32	1,66	46 245	18 514	0,34	87	18	1,60	4 161	929	0,42
HAUTE-NORMANDIE	114	27	1,54	135 632	102 354	1,00	77	11	1,42	5 793	1 053	0,59
ILE-DE-FRANCE	2382	518	32,18	9 355 059	7 798 151	69,27	1786	379	32,89	611 482	397 433	62,24
LANGUEDOC-ROUSSILLON	191	17	2,58	86 712	24 729	0,64	173	6	3,19	11 235	1 212	1,14
LA REUNION	15	3	0,20	3 599	376	0,03	11	3	0,20	730	76	0,07
LIMOUSIN	57	16	0,77	52 171	44 173	0,39	39	8	0,72	3 818	2 422	0,39
LORRAINE	195	49	2,63	94 801	52 334	0,70	138	22	2,54	11 289	3 359	1,15
MARTINIQUE	1		0,01				1	1	0,02	58	58	0,01
MIDI-PYRENEES	328	50	4,43	365 208	191 923	2,70	264	35	4,86	49 765	31 008	5,07
NORD-PAS-DE-CALAIS	328	93	4,43	151 959	80 300	1,13	218	44	4,01	20 952	8 739	2,13
PAYS DE LA LOIRE	442	136	5,97	209 852	109 392	1,55	283	72	5,21	20 323	7 148	2,07
PICARDIE	141	45	1,90	118 521	48 640	0,88	90	22	1,66	9 216	3 317	0,94
POITOU-CHARENTES	89	23	1,20	35 201	17 973	0,26	59	12	1,09	3 094	498	0,31
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	404	58	5,46	452 058	153 501	3,35	335	26	6,17	46 720	6 950	4,76
RHONE-ALPES	1031	268	13,93	1 162 597	748 888	8,61	731	129	13,46	86 997	24 950	8,85
<b>Total</b>	<b>7402</b>	<b>1690</b>	<b>100,00</b>	<b>13 505 609</b>	<b>10 109 293</b>	<b>100,00</b>	<b>5430</b>	<b>993</b>	<b>100,00</b>	<b>982 490</b>	<b>523 105</b>	<b>100,00</b>

(\*) Régions sans déclaration

CORSE

GUADELOUPE

GUYANE